

[Français]

LA CAPITALE NATIONALE

ACCEPTATION DES ENTENTES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Étant très heureux de la déclaration du ministre au sujet de la capitale nationale, le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement du Québec était au courant de la déclaration qu'il faisait aujourd'hui, et, deuxièmement, est-ce que les ententes avec le Québec à ce sujet ont été acceptées officiellement?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, à ce moment-ci, le gouvernement du Québec est complètement au courant, et il a même été informé des grandes lignes, ce matin, de l'intention que nous avons.

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

LA CONFÉRENCE DE DÉSARMEMENT DE GENÈVE—LES NOUVEAUX MEMBRES

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le Canada appuiera-t-il la proposition des États-Unis selon laquelle le Japon et sept autres pays devraient être admis à la conférence de désarmement de Genève lorsqu'elle se réunira de nouveau?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je ne puis répondre directement à la question; je devrai d'abord obtenir d'autres renseignements. Mais je puis dire que le Canada approuve le principe d'un comité élargi.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

LA LUTTE CONTRE LA RUBÉOLE

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme le centre national des maladies contagieuses aux États-Unis a exprimé la crainte qu'il y ait une épidémie de rubéole cette année ce qui a donné lieu à une campagne d'immunisation massive, le ministre peut-il dire si son ministère se prépare lui aussi à faire face à une épidémie, et peut-il révéler à la Chambre quelles mesures seront prises?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Je puis assu-

[L'hon. M. Olson.]

rer le député que le ministère évalue actuellement tous les risques, pour le Canada, d'une épidémie de ce genre. C'est pourquoi, si nous découvrons un danger sérieux dans cette région, nous prendrons les mesures qui s'imposent.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA SITUATION DE FORMOSE PAR SUITE DE LA RECONNAISSANCE DE LA CHINE CONTINENTALE

M. Andrew Brewin (Greenwood): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, monsieur l'Orateur. Je tiens à lui demander s'il énonçait la politique du gouvernement lorsqu'il a déclaré hier, à Toronto, comme on l'a rapporté, que les négociations du Canada en vue de la reconnaissance diplomatique de la République populaire de Chine sont fondées sur une politique admettant une seule Chine et non pas deux. Si oui, cette initiative implique-t-elle qu'en cas de succès des négociations, le Canada cesserait de reconnaître le gouvernement nationaliste qui se trouve actuellement à Formose...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député comprend que la question n'est pas recevable sous cette forme. Il ne peut demander au ministre d'indiquer s'il énonçait la politique du gouvernement dans une déclaration faite à l'extérieur de la Chambre.

M. Brewin: Je vais donc reprendre la question et demander directement au ministre si les négociations tendant à la reconnaissance de la République populaire de Chine supposent que nous reconnaissons l'existence d'une seule Chine et non pas de deux Chines. Si oui, cela signifie-t-il que le gouvernement nationaliste de Formose ne serait pas reconnu comme l'est celui de la Chine continentale?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): J'ai eu connaissance de ces rumeurs par ce journal. J'aimerais pouvoir dire que les citations parues dans ce journal sont très éloignées de ce qu'on a dit lors de la réunion, car il s'agissait d'une réunion privée à laquelle aucun journaliste n'assistait. En outre, il est contraire au règlement de l'Institut des affaires internationales de publier un rapport.

Puis-je maintenant répondre à la question qu'on m'a posée directement? Je l'ai dit bien des fois, le Canada n'admet qu'une seule Chine. Or, puisque le gouvernement nationaliste prétend être également le gouvernement de la Chine, nous ne pouvons pas reconnaître à la fois Pékin et Formose.

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): A la suite des déclarations de l'ambassadeur du gouvernement de Formose, je crois, le gouvernement du Canada a-t-il reçu un avis,